

## Seul l'exposé prononcé fait foi

### Conférence de presse du 6.7.2005

Comité « Les entreprises pour les accords bilatéraux »

## Les exportations stimulent l'économie intérieure

Johann N. Schneider-Ammann, président de Swissmem

L'industrie suisse des machines, des équipements électriques et des métaux est très fortement orientée vers l'exportation. Le taux d'exportation de l'industrie MEM avoisine les 80 %. L'an dernier, nous avons exporté des machines et des composants pour une valeur de quelque 59 milliards de francs. L'équivalent de 38 milliards de francs des exportations était destiné à l'UE. L'industrie MEM est la principale branche exportatrice de Suisse et représente 300 000 emplois en Suisse.

Dans notre pays, un franc sur deux est généré par les exportations, aussi l'industrie exportatrice est-elle la locomotive qui tire le wagon de l'économie intérieure. Comme les CFF nous l'ont clairement rappelé il y a quelques semaines, les locomotives ont besoin d'électricité. De bonnes conditions d'accès au marché sont pour l'industrie exportatrice, ce que l'électricité est à la locomotive : la condition au fonctionnement.

C'est de cela que traite la votation du 25 septembre. Pour l'industrie MEM, un non serait nuisible. Non seulement nous perdrons la face sur notre principal marché et sur les marchés d'Europe centrale qui connaissent une croissance dynamique, mais nous risquons également d'être exposés à de nouveaux obstacles au commerce. Permettez-moi de mentionner deux accords essentiels des accords bilatéraux I. L'accord sur les obstacles techniques au commerce et celui sur les marchés publics. Si ces deux accords disparaissaient, les entreprises suisses auraient un handicap par rapport aux entreprises des Etats membres de l'UE.

En l'absence d'une reconnaissance réciproque des examens de produits, nos entreprises devraient accepter des procédures d'examen coûteuses dans les pays de l'UE. Cela retarderait et renchérirait les exportations de même que cela détériorerait notre compétitivité. L'industrie MEM en pâtirait tout comme les branches de la chimie et de la pharmacie. Les moyens de télécommunication, les équipements de protection et les jouets seraient massivement pénalisés sur leur principal marché.

Si l'accord sur les marchés publics disparaissait, les entreprises suisses seraient pénalisées pour les offres sur les marchés publics. Les portes d'un marché qui représente un volume de commandes avoisinant les 1000 milliards de francs par an se fermeraient. Les entreprises suisses seraient à nouveau discriminées comme au siècle dernier.

Ce serait avant tout les entreprises des secteurs d'exportation qui en pâtiraient. Néanmoins l'économie intérieure accuserait également des pertes de recettes. Dès lors que les recettes générées à l'étranger tombent, les entreprises retardent les investissements ou y renoncent complètement. Aujourd'hui déjà, le 25 septembre jette une ombre sur l'industrie.

Je connais des entreprises qui mettent en attente des investissements pour plus de 10 millions de francs et attendent l'issue de la votation. Dans l'éventualité où le non l'emporterait, il ne serait pas possible d'empêcher le départ de ces investissements vers l'UE. Aucun entrepreneur responsable n'investirait dans un pays qui se coupe de ses principaux marchés. Cela nuit à la Suisse en tant que place économique. De nombreux artisans et autres fournisseurs sont aussi concernés si leurs clients n'ont pas de commandes. Toute la chaîne de création de valeur dépend de l'exportateur. Les restaurants et les hôtels profitent des hôtes des exportateurs de même que la construction profite des investissements dans son secteur. Les fournisseurs livrent des composants. Toute machine qui est vendue à l'étranger est constituée de nombreuses pièces qui proviennent vraisemblablement d'autres entreprises suisses.

Comme vous le voyez, l'enjeu est de taille pour la place économique suisse. Cette dernière aura un avenir à condition que l'extension de l'accord sur la libre circulation des personnes soit acceptée. Je crois en cet avenir et je défends le oui.